

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 23 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LANA PAPIERS SPECIAUX II

139 Route de La Wantzenau
BP 10018
67000 Strasbourg

Références : 24-467_ 0006700648-SP/AR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 juillet 2024 de l'établissement LANA PAPIERS SPECIAUX II implanté 139, route de La Wantzenau - BP 10018 à Strasbourg (67015). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LANA PAPIERS SPECIAUX II
- 139, route de La Wantzenau BP 10018 67015 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INTERNATIONALE PAPER S.A. a été autorisée à exploiter des installations de la papeterie de la Robertsau par l'arrêté préfectoral du 07 juin 2000. Elles étaient précédemment exploitées par la société IRIDIUM.

La société LANA Manufacture de papier a repris en avril 2003, l'exploitation du site.

Par jugement du 5 juin 2023, la société désormais dénommée S.A.S.U LANA Papiers Spéciaux II a été mise en liquidation judiciaire. L'exploitant a communiqué cette information à l'inspection par mail du 08 juin 2023 et a indiqué la fin des activités du site au 19 juin 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Consultation sur l'usage futur	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site est en cours et suivie par un bureau d'étude spécialisé en sites et sols pollués.

La consultation sur l'usage futur n'a pas été réalisée. Le liquidateur judiciaire en sa qualité de représentant de l'exploitant doit procéder à cette consultation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'il « procède à » une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations « mentionnées » à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément « à l'avant-dernier » alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV. Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
Constats : L'exploitant a annoncé par mail du 08 juin 2023 sa mise en liquidation judiciaire et la fin de ses activités le 19 juin 2023. L'arrêt des activités du site a été constaté lors de l'inspection du 21 novembre 2023. Le site est clôturé et placé sous télédétection. La mise en sécurité est en cours. L'ensemble des transformateurs du site ont été rapatriés au sein de l'usine, les déchets du site ont été identifiés, regroupés et sont en cours d'évacuation. L'alimentation en eau du site est maintenue pour répondre au risque incendie. De même, l'alimentation en électricité basse tension est maintenue dans le cadre des travaux de mise en sécurité. Le liquidateur a mandaté un bureau d'étude certifié en sites et sols pollués qui intervient dans le cadre de l'établissement de l'attestation de mise en sécurité du site. La mise en sécurité est en cours mais le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité n'a pas été transmis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un point sur la situation du site ainsi qu'un échéancier des actions restant à mettre en œuvre dans le cadre de la mise en sécurité du site est à transmettre à l'inspection dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Consultation sur l'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-2
--

Thème(s) : Autre, consultation sur l'usage futur

Prescription contrôlée :

<p>I. Lorsque l'exploitant « procède à » une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A .</p>
--

<p>II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable. En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.</p>

Constats :

L'exploitant n'a pas procédé à la consultation sur l'usage futur du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'exploitant doit procéder à la consultation sur l'usage futur en transmettant au maire et aux propriétaires de terrains d'assiette des installations classées, ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains.
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 2 mois
